



Rapport de suivi consolidé ISSSS

Cellule S&E du Secrétariat Technique de l'ISSSS

Goma, Novembre 2017

RAPPORT NO. 2 – (JANVIER - JUIN 2017)
SECRETARIAT TECHNIQUE DE L'ISSSS

Liste des acronymes utilisés

BCNUDH	Le Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
DFID	Département pour le Développement International du Royaume-Uni (<i>UK Department for International Development</i>)
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
HHI	<i>Harvard Humanitarian Initiative</i>
DH	Droits de l'Homme
ISSSS	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation en République Démocratique du Congo (<i>International Stabilization and Security Support Strategy</i>)
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo
ONU / NU	Organisation des Nations Unies / Nations Unies
PBF	Fonds pour la construction de la paix (<i>Peacebuilding Fund</i>)
PdC	Protection des civils
PMO	Partenaire(s) de Mise en Oeuvre
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
S&E	Suivi et Évaluation
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du secteur de la sécurité (<i>Security Sector Reform</i>)
ST-ISSSS	Secrétariat Technique de l'ISSSS
USS	Unité de soutien à la stabilisation
VDH	Violation(s) des droits de l'homme
VSBG / VS	Violence sexuelle et basée sur le genre / Violence Sexuelle
ZP	Zone Prioritaire

Table des matières

Liste des acronymes utilisés.....	2
Table des matières.....	3
Synthèse - Observations par pilier.....	4
1 Introduction et note méthodologique.....	8
2 Observations transversales et implications en matière de politiques.....	10
2.1 Pilier 1 – Établir l’ISSSS comme effort crédible et légitime de stabilisation.....	10
2.2 Pilier 2 – Performance des FARDC en matière de Protection des Civils.....	12
2.3 Pilier 3 – Restauration de l’Autorité de l’État.....	17
2.4 Pilier 4 – Résilience Socio-économique au conflit.....	19
2.5 Pilier 5 – Prévention des violences sexuelles.....	20
3 Conditions et tendances dans différents secteurs des résultats ISSSS.....	22



Le système de suivi de l’ISSSS est un projet financé par la coopération anglaise (Department for International Development - DFID) et mis en oeuvre par WYG International.



Synthèse - Observations par pilier

Pilier 1 – Établir l'ISSSS comme effort crédible et légitime de stabilisation

Les données de suivi font apparaître des différences notables dans la manière dont la population de chaque zone prioritaire (ZP) évalue la situation du point de vue de la stabilité dans ses communautés, et par rapport à la mesure dans laquelle elle considère que le Gouvernement et les projets de stabilisation peuvent améliorer leur situation au cours des mois à venir.

La ZP de Mambasa se distingue particulièrement en tant que zone sensiblement plus paisible que n'importe quelle autre zone : de 3 à 4 personnes sur 10 considèrent leurs communautés "paisibles" ou "très paisibles", contre au plus 2 personnes sur 10 dans les autres ZP, et jusqu'à moins d'1 personne sur 10 au Sud-Irumu.

Mambasa est également une des ZP qui rapportent un soutien relativement plus solide aux projets de stabilisation. De 1 à 2 personnes sur 10 environ considère les projets de paix "bons" ou "très bons" dans la gestion des problèmes de leur zone. À Kitshanga, la part de population avec des opinions aussi positives est plus grande : environ 2 personnes sur 10. Dans toutes les autres ZP, ce taux n'atteint pas 1 personne sur 10, même à Kalehe, qui fait pourtant partie des deux ZP¹ objets de la mise en oeuvre des projets financés par le Fonds pour la Construction de la Paix (PBF) jusqu'au début de l'année 2016.

Les femmes tendent à être moins positives que les hommes au sujet de la prévalence de la paix dans leurs communautés dans les ZP situées en Ituri (Mambasa et Sud-Irumu) et au Sud-Kivu (Kalehe et Ruzizi). Kitshanga (Nord-Kivu) constitue une exception notable, avec une proportion plus importante d'hommes ayant des opinions moins positives sur la paix actuellement et dans le futur.

Pilier 2 - Performance des FARDC en matière de Protection des Civils

Les données de suivi suggèrent que les relations entre les communautés et les FARDC sont complexes et variées, et ne peuvent pas être facilement classées de "bonnes" à "mauvaises" à travers les différentes zones.

Une plus grande reconnaissance du rôle des FARDC dans l'amélioration de la sécurité personnelle peut être accompagnée d'un fort mécontentement du fait que ces services ont un prix, à travers le paiement de *lala salama*² (comme au Sud-Irumu). Par ailleurs la population peut être relativement moins affectée par la corruption au sein des FARDC, mais aussi moins susceptible de considérer que celles-ci apportent une contribution à sa sécurité personnelle³ (comme à Kitshanga). Enfin, les FARDC peuvent être responsables d'un nombre relativement faible de violations des droits de l'homme (VDH), mais une part plus importante de la population⁴ peut considérer que les soldats des FARDC jouissent d'impunité pour tout crime qu'ils commettent (comme à Kalehe⁵).

La complexité apparente des relations FARDC-communautés s'étend aux différences perceptions rapportées par les hommes et les femmes⁶. Dans toutes les ZP de l'ISSSS, les hommes semblent affectés de manière disproportionnée par les VDH de la part d'agents de l'État, y compris les FARDC. Au cours du premier semestre

¹ Avec Mambasa

² Le paiement de contributions sécuritaires

³ Comme à Kitshanga

⁴ 8 personnes sur 10 dans le cas de Kalehe

⁵ Dans les autres ZP, cela vaut uniquement pour de 2 à 3 personnes sur 10.

⁶ Les termes "FARDC" et "Armée" sont utilisés de manière interchangeable dans ce rapport.

2017 et à travers les 5 ZP, 253 hommes ont été victimes de VDH commises par les FARDC, pour seulement 11 femmes. Au Sud-Irumu, à Kitshanga et à Mambasa, les hommes sont de 10 à 100 fois plus susceptibles que les femmes d'être victimes de VDH de la part des FARDC⁷

Dans certaines, mais pas dans toutes les ZP, cette différence se traduit par des perceptions divergentes entre hommes et femmes sur leur relation avec les FARDC. D'une part, les hommes à Mambasa jugent leur relation aux FARDC plus négativement que les femmes : ils sont nettement plus susceptibles que les femmes de ne pas se sentir en sécurité en cas de rencontre avec une patrouille des FARDC, ont moins confiance en les FARDC pour assurer leur sécurité et considèrent plus fréquemment que les responsables de crimes parmi les FARDC jouissent d'impunité. À Kitshanga, d'autre part, les hommes sont aussi moins susceptibles que les femmes de se sentir en sécurité en rencontrant une patrouille des FARDC, mais ils déclarent 10 fois plus souvent que les femmes avoir été aidés par les FARDC au cours de l'année écoulée.

Pilier 3 - Restauration de l'Autorité de l'État

Le contexte, en ce qui concerne la restauration de l'autorité de l'État, varie considérablement à travers les 5 zones prioritaires.

Dans la province d'Ituri, par exemple, les attitudes envers l'État et sa performance sont sensiblement plus positives que dans les autres zones : à Mambasa, de 3 à 4 personnes sur 10 considèrent la performance du Gouvernement central "bonne" ou "très bonne", contre de 1 à 2 personnes sur 10 au Sud-Irumu, et moins d'1 personne sur 10 à Kitshanga (NK), Kalehe et Ruzizi (SK).

Des perceptions positives au sujet de la performance du Gouvernement ne vont pas nécessairement de pair avec de meilleures évaluations de la prévalence de la corruption. Par exemple, plus de la moitié de la population à Mambasa considère toujours que la police et le système judiciaire sont corrompus, malgré des attitudes relativement positives envers la performance globale du Gouvernement.

Les hommes et les femmes peuvent donner des avis différents sur la performance du Gouvernement, mais ne le font pas de manière semblable à travers les ZP ou les aires thématiques. À Kitshanga (NK) et à Mambasa (IT), par exemple, les hommes tendent à avoir des opinions considérablement plus négatives et critiques que les femmes sur la performance de l'État, à travers les différents domaines et niveaux administratifs du Gouvernement. Dans d'autres ZP, les opinions des hommes et des femmes varient selon la question posée.

Pilier 4 – Résilience Socio-économique au conflit

Les données de suivi suggèrent que les conditions socio-économiques varient d'une ZP à l'autre, mais il n'est pas encore possible de distinguer des schémas, des tendances ou des différences systématiques en termes de résilience socio-économique sur la base de ces données uniquement.

Dans les ZP situées en Ituri et au Nord-Kivu, plus de la moitié des ménages gagnent moins de 15 \$US par mois. Dans les ZP du Sud-Kivu, le revenu médian par ménage est légèrement plus élevé : le 50^{ème} centile des ménages à Kalehe gagne de 31 à 45 \$US par mois, et le 50^{ème} centile des ménages à Ruzizi gagne de 46 à 60 \$US par mois.

L'accès aux marchés et à la terre reste faible à travers les ZP, avec environ 2 personnes sur 10 qui considèrent leur accès dans ces deux domaines "bons" ou "très bons", sauf à Mambasa où c'est le cas pour plus de 50% de la population⁸. Le crédit et un emploi rémunéré sont inaccessibles pour la grande majorité de la population dans les

⁷ Globalement, les groupes armés sont responsables de plus de trois fois plus de violations des droits de l'homme que les agents de l'État dans leur ensemble, et de plus de 5 fois plus de cas que les FARDC.

⁸ À Mambasa, 45 % des femmes et 58 % des hommes indiquent avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre.

5 ZP, avec un maximum de 1 à 2 personnes sur 10 ayant eu un travail rémunéré au cours du deuxième trimestre de 2017 à travers les ZP, et un maximum de 2 personnes sur 10 ayant accès au prêt quand elles en ont besoin.

Les opportunités socio-économiques dans les ZP diffèrent pour les hommes et les femmes. Selon la zone et la ressource spécifique concernée, les femmes peuvent être avantagées (par exemple pour l'accès à la terre à Kitshanga, ou l'accès au crédit à Mambasa), ou désavantagées (par exemple pour l'accès au crédit ou à des opportunités de travail rémunéré au Sud-Irumu).

Pilier 5 – Prévention des violences sexuelles

Les données collectées pour ce rapport suggèrent que le taux de violence sexuelle (VS) varie considérablement à travers les zones prioritaires au cours du premier semestre 2017.

Kitshanga (NK) et le Sud-Irumu (IT) sont les zones les plus touchées par la violence sexuelle : au cours de cette période, le BCNUDH a enregistré 24 femmes et 12 mineurs comme victimes de VS à Kitshanga, et 31 femmes et 7 mineurs au Sud-Irumu. La grande majorité des agressions ont été perpétrées par les groupes armés, mais aussi (dans 4 des cas mentionnés ci-dessus) par les FARDC et d'autres agents étatiques. Ces valeurs sont nettement plus élevées que dans n'importe quelle autre ZP⁹.

Le contexte sociétal autour de la VS semble être différent à Kitshanga et au Sud-Irumu. La population de Kitshanga est caractérisée par un niveau relativement élevé de sensibilisation aux valeurs sociétales qui peuvent favoriser la VS : 9 personnes sur 10 considèrent que le consentement est un prérequis pour l'activité sexuelle, contre 6 personnes sur 10 seulement au Sud-Irumu ; 2 personnes sur 10 considèrent qu'il est parfois acceptable de frapper sa femme, contre 3 personnes sur 10 au Sud-Irumu. Les différentes attitudes vis-à-vis des VS dans les deux zones couvrent aussi le traitement des victimes.

Globalement, les hommes tendent à être moins sensibilisés contre les valeurs et attitudes envers les femmes qui pourraient favoriser les violences sexuelles, et en ce qui concerne le traitement et l'acceptation des victimes/survivants. Les différences liées au genre sont particulièrement évidentes à Mambasa et à Kalehe.

⁹ À Mambasa et à Ruzizi, le BCNUDH a enregistré 1 victime de VS dans chaque zone au cours du premier semestre 2017, toutes les deux des personnes mineures. À Kalehe, le BCNUDH rapporte 2 victimes de VS pour la même période (1 femme, 1 mineur).

Opportunités pour la poursuite de l'apprentissage	
Pilier 1	Étudier les schémas, les tendances et les facteurs déterminant les “perceptions de la paix” dans les prochains rapports, sur la base des besoins des partenaires. En plus des différences rencontrées entre les perceptions des hommes et des femmes, les facteurs qui contribuent potentiellement et qui pourraient être étudiés de manière plus approfondie incluent les liens entre la performance perçue de l'État dans différentes ZP, la présence des FARDC elle-même, les relations entre les FARDC et les communautés, les perceptions liées à la corruption, etc.
Pilier 2	L'UAS devrait collaborer avec les partenaires des projets et les bailleurs pour analyser et confirmer les résultats observés sur la dimension liée au genre des relations FARDC-civils. Il est important de mieux comprendre si, comment, et dans quelles circonstances les hommes/les femmes/les mineurs sont plus affectés par la violence et d'autres infractions commises par les FARDC. Une meilleure compréhension à cet égard permettra de tirer des leçons utiles pour la programmation future.
Pilier 3	Il est important de mieux comprendre quels facteurs influencent les attitudes de la population locale (hommes et femmes) envers le Gouvernement à différents niveaux. Plusieurs tendances apparentes selon les données de ce rapport offrent autant d'opportunités d'approfondissement : <ul style="list-style-type: none"> a) La population dans les ZP en Ituri (Mambasa et le Sud-Irumu) est en moyenne plus susceptible d'avoir une vision positive de la performance du Gouvernement que celle de toute autre ZP ; b) Les attitudes envers la performance du Gouvernement à Mambasa sont plus positives que dans d'autres ZP, malgré le fait que la corruption semble au moins aussi fréquente, voire plus encore que dans d'autres ZP; c) Le genre semble associé aux attitudes envers le rôle de l'État à Kitshanga et à Mambasa, alors que ce n'est pas le cas dans les autres ZP. Dans ces 2 zones, les hommes tendent avoir des attitudes bien plus négatives que les femmes à cet égard.
Pilier 4	Les indicateurs principalement socio-économiques du Pilier 4 de l'ISSSS peuvent ne pas encore entièrement couvrir l'ensemble de facteurs influençant la résilience socio-économique dans les ZP. L'UAS, le ST de l'ISSSS, les bailleurs et les partenaires des projets devraient donc tirer parti de la présence des PMO pour mieux comprendre comment les conditions socio-économiques et les relations inter- et intracommunautaires affectent les dynamiques de conflit dans chaque ZP. Les résultats peuvent ensuite servir à affiner la logique d'intervention du Pilier 4 de l'ISSSS.
Pilier 5	La trajectoire particulière des interventions sur les VS à Kitshanga ¹⁰ devra être analysées de plus près par l'UAS, les bailleurs et les partenaires de projets. Plus spécifiquement, les partenaires devraient analyser si et comment une conscience (apparemment) plus élevée des VS a influencé les schémas de comportements et d'abus dans la zone. Dans la mesure où cette analyse donnera des leçons utiles pour la suite, elle devrait couvrir les interventions liées aux VS à Kitshanga, au Sud-Irumu et dans les autres zones rapportant des taux élevés de VS.

Implications pour la Programmation	
Pilier 1	Analyser les causes et répondre aux différences marquées dans le soutien aux projets de paix parmi les hommes et les femmes de Kitshanga. Les données de suivi disponibles indiquent que le soutien parmi les hommes a chuté au cours du premier semestre 2017. Ce développement exige une analyse plus détaillée et immédiate de la part des partenaires de projets.
Pilier 2	Des différences notables entre les zones prioritaires dans les relations FARDC-communautés suggèrent que les partenaires de projets et les bailleurs devraient considérer la situation spécifique de leurs zones d'intervention dans la conception et le ciblage de leurs activités, et adapter ce qu'ils font et comment ils le font au contexte spécifique dans chaque zone prioritaire. En attendant les résultats d'une étude plus approfondie (voir ci-dessus), les projets en cours et les interventions en attente de financement pour le Pilier 2 devraient analyser si la forte dimension liée au genre dans les relations FARDC-civils est suffisamment prise en compte et affrontée. Dans certaines zones du moins, les hommes semblent beaucoup être beaucoup plus fréquemment exposés à des menaces de la part des FARDC (et des groupes armés) que les femmes, et cela affecte dans certains cas leur perception des FARDC.
Pilier 3	Les scénarios dans lesquels s'inscrivent les interventions des projets de l'ISSSS varient d'une zone prioritaire à l'autre. Les projets devraient donc être prêts à affronter les défis liés à l'amélioration de la performance de l'État spécifiques à chaque zone, et au genre dans chaque ZP. Après une analyse plus approfondie des facteurs déterminant un plus haut niveau de performance de l'État (voir ci-dessus), l'UAS, les bailleurs et les partenaires des projets devraient réévaluer les approches des projets en cours sous le Pilier 3 pour déterminer si c'est suffisamment le cas.
Pilier 5	Les données de suivi suggèrent que la violence sexuelle est particulièrement problématique dans deux des cinq zones prioritaires (au Sud-Irumu et à Kitshanga). La question se pose alors quant à la nécessité d'affronter ce problème plus particulièrement et plus urgemment dans ces deux zones.

¹⁰ À Kitshanga, des campagnes de sensibilisation antérieures peuvent avoir augmenté la conscience au sujet des VS, mais le taux de cas de VS rapportés est un des plus élevés à travers toutes les ZP.

1 Introduction et note méthodologique

	OUI	NON
Nature du rapport	<p>Rapport de progrès Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS) sur la base du cadre logique ISSSS.</p> <p>Progrès dans les zones prioritaires (ZP) de Sud-Irumu, autour de Kitshanga, Plaine de la Ruzizi ; Étude de base pour les ZP de Mambasa et Kalehe ; Beni : rapport prévu pour Mars 2018.</p>	<p>Rapport de progrès projets individuels.</p> <p>Rapport d'évaluation ISSSS/projets.</p>
But	<p>Présenter les données disponibles et souligner les tendances/similitudes/différences dans/entre les ZP où l'ISSSS est mise en œuvre ;</p> <p>Proposer des pistes de réflexion pour stimuler la discussion sur le fonctionnement de l'ISSSS ;</p> <p>Renseigner la prise de décision stratégique et programmatique de l'ISSSS.</p>	<p>Evaluation/redevabilité financière ISSSS/projets.</p> <p>Les réflexions ne sont pas formulées pour provoquer des actions spécifiques, concrètes et immédiates.</p> <p>Pas de liens de causalité entre les indicateurs.</p>
Focus	Progrès au niveau de la stratégie , vision d'ensemble de l'ISSSS.	Activités des projets.
Période	Juin 2016 – Juin 2017.	Toute l'année 2017.
Données présentées	<p>Données disponibles à présent :</p> <ol style="list-style-type: none"> Perceptions de la population dans les ZP : fournies par le projet conjoint PNUD/MONUSCO et collectées par HHI, elles sont statistiquement représentatives de la population des ZP ; Nombre et types d'incidents sécuritaires (Monusco) dans les ZP et nombre et types de violations des droits de l'homme dans les territoires où se situent les ZPs (BCNUDH), désagrégés par auteur ; Quelques données projet ISSSS qui mesurent certains résultats des projets (fournies par International Alert et CISPE à Kitshanga) ; 	<p>Très peu de données projet sont actuellement disponibles, à cause de l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets et de la non application de la méthodologie fournie par la Cellule S&E.</p> <p>(Discussion sur l'accès aux données des agences NU/Monusco en cours)</p>

Structure	<p>Rapport principal : présentation données/observations/pistes de réflexion entre les ZP.</p> <p>Annexes : présentation données/observations/pistes de réflexion par ZP.</p>														
Projets mentionnés	<p>Financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) et projets alignés à l'ISSSS (c-à-d les projets qui sont rentrés dans le processus d'alignement et d'harmonisation des cadres logiques).</p> <p>Présentation des résultats du cadre logique de l'ISSSS couverts par les projets, pour informer l'analyse/les observations.</p>							<p>Beaucoup d'autres interventions qui travaillent dans le cadre de la stabilisation ne sont pas mentionnées dans ce rapport, car elles ne rentrent pas dans le système de suivi de l'ISSSS (c.-à-d., entre autre, qu'il n'y a pas de données comparables entre ces interventions et l'ISSSS).</p>							
	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="360 544 853 639">Nom du projet</th> <th data-bbox="860 544 1016 639">Organisation Lead</th> <th data-bbox="1023 544 1113 639">IT Sud-Irumu</th> <th data-bbox="1117 544 1240 639">IT Mambasa</th> <th data-bbox="1245 544 1368 639">NK Kitshanga</th> <th data-bbox="1373 544 1462 639">SK Ruzizi</th> <th data-bbox="1467 544 1559 639">SK Kalehe</th> </tr> </thead> </table>	Nom du projet	Organisation Lead	IT Sud-Irumu	IT Mambasa	NK Kitshanga	SK Ruzizi		SK Kalehe						
	Nom du projet	Organisation Lead	IT Sud-Irumu	IT Mambasa	NK Kitshanga	SK Ruzizi	SK Kalehe								
	<i>(FCS) Les chemins vers les Accords</i>	International Alert			X										
	<i>(FCS) Pamjoa Kwa Amani na Maende Leo</i>	UNHABITAT			X										
	<i>(FCS) Pamoja Kwa Amani (Ensemble pour la Paix)</i>	UNHABITAT	X												
	<i>(FCS) Tujenge Pamoja kwa Ajili ya Amani (Construisons ensemble pour la Paix)</i>	International Alert				X									
	<i>(FCS) Projet de consolidation du projet intégré du Nord Kalehe</i>	(UNDP)					X								
	<i>(FCS) Pamoja Kwa Amani na Maendeleo (MAENDELEO (UNHABITAT))</i>	UN HABITAT		X											
	<i>(Aligné) Lobi Mokolo Ya Sika (Security Sector Reform)</i>	SFCG		X	X	X									
	<i>(Aligné) Consortium for the Integrated Stabilization and Peace of Eastern DRC</i>	IOM	X		X										
	<i>(Aligné) Community Participatory Land Use Planning</i>	UNHABITAT	X	X											
	<i>(Aligné) Food Security and Inclusive Access to Resources for Conflict Sensitive Market Development</i>	Mercy Corps			X										
<i>(Aligné) Expanding Community Resilience to Violence in Ruzizi and Fizi</i>	Peace Direct				X										
<i>(Aligné) Inawezekana (ARC)</i>	ZOA		X			X									

2 Observations transversales et implications en matière de politiques

Les sections suivantes présentent des observations transversales pour l'ensemble des cinq zones prioritaires. Ces observations sont principalement basées sur une comparaison de la situation dans les différentes zones, et dans une moindre mesure sur une analyse des tendances possibles dans chaque ZP. Les analyses de tendance feront partie des rapports de suivi ultérieurs, qui pourront se baser sur plusieurs sessions de collecte de données, et verront de plus en plus de projets de stabilisation fournir des services à leurs groupes cibles respectifs, donnant ainsi la possibilité à l'ISSSS d'introduire des changements avec le temps.

À la fin des sections spécifiques à chaque pilier, le rapport suggère des pistes ultérieures pour l'exploration et l'apprentissage, et indique les possibles implications pour la programmation sous chaque pilier à partir des données et des conclusions. La Cellule S&E prévoit de publier chaque trimestre un rapport nommé « Actualité de la stabilisation », qui analyse de manière plus approfondie certaines questions soulevées lors de ces rapports de suivi semestriels ; les parties prenantes de l'ISSSS sont invitées à contacter la Cellule et à lui soumettre leurs requêtes à cet effet.

Les données analysées dans cette section sont présentées dans la Section 3.

2.1 Pilier 1 – Établir l'ISSSS comme effort crédible et légitime de stabilisation

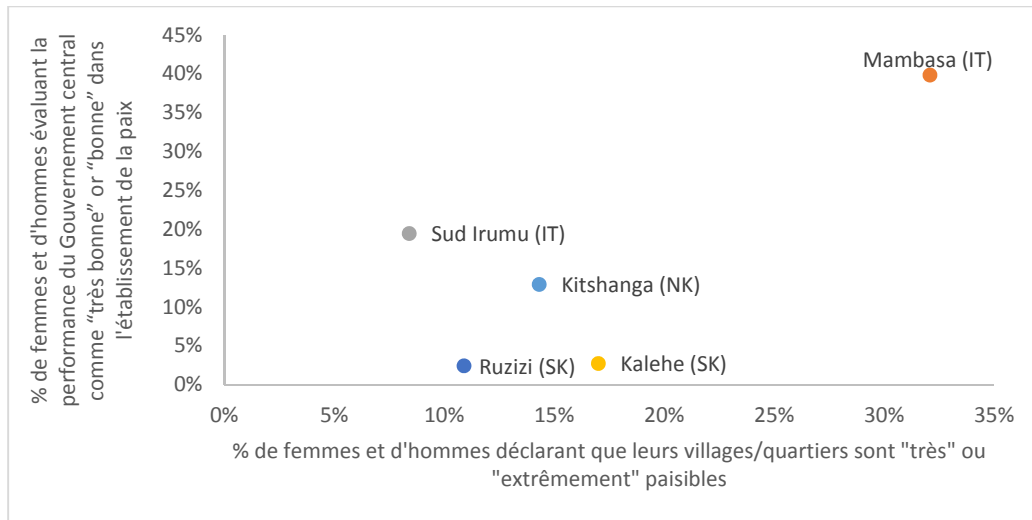
Les données de suivi liées au Pilier 1 sont caractérisées par des différences assez marquées entre les ZP (en plus des différences observées au sein de chaque ZP, soit entre sous-zones prioritaires)¹¹. Comme l'illustre la Figure 1, la ZP de Mambasa se distingue des autres en termes de perception de la paix : environ un tiers de la population dans la ZP considérait son village et sa communauté « paisible » ou « très paisible » vers la fin du premier semestre 2017¹². Cela contraste avec les autres ZP, où moins d'un cinquième de la population considère son village « paisible » ou « très paisible ». Quant au Sud-Irumu, il se situe à l'autre extrémité du spectre, avec moins d'une personne sur 10 qui partage cette perception (**Indicateur 1_iii**). Les perceptions sur la paix semblent aller de pair avec les opinions sur la capacité du Gouvernement (central) à maintenir la paix (à nouveau, voir Figure 1).

Il est important de noter ici que cette observation isolée ne constitue pas une preuve suffisante de rapport de causalité entre les deux facteurs. À ce stade, elle indique simplement une piste potentiellement intéressante pour d'ultérieures recherches.

¹¹ Voir les différentes annexes du rapport pour une description plus détaillée de la situation dans chaque ZP.

¹² À Mambasa, cela est accompagné d'attitudes positives envers le Gouvernement et sa capacité à établir (et maintenir) la paix.

Figure 1 : Comparaison des perceptions sur la paix et sur la performance du Gouvernement dans l'établissement de la paix, par zone prioritaire (juin 2017)



Une autre tendance notable à travers les zones prioritaires concerne les différences liées au genre dans les données du Pilier 1. Dans la plupart des cas, les femmes tendent à être moins positives que les hommes au sujet de la prévalence de la paix dans leurs communautés. C'est le cas pour les ZP en Ituri (Mambasa et Sud-Irumu) ainsi qu'au Sud-Kivu (Kalehe et Ruzizi)¹³. Kitshanga constitue cependant une exception à cette tendance : les hommes y sont en effet moins positifs que les femmes en ce qui concerne la paix dans leurs villages (**Indicateur 1_iii**).

Les différences entre les perceptions des hommes et des femmes sont mises en évidence dans les rapports sur chaque ZP, et constituent un domaine qui mérite d'être étudié davantage afin de renseigner la conception des programmes.

L'optimisme au sujet de la paix et de l'avenir¹⁴ est à un niveau similairement bas dans toutes les ZP sauf une. Dans les ZP de Kitshanga, de Mambasa, du Sud-Irumu et de Ruzizi, seule 1 personne sur 10 environ s'attend à ce que son village soit "plus paisible" dans un an (à partir de juin 2017) (**Indicateur 1_iv**). Seule la population de la ZP de Kalehe dévie de cette tendance, avec 4 personnes sur 10 qui ont une vision optimiste de l'avenir et s'attendent à des conditions plus paisibles dans un an par rapport à la situation en juin 2017 (**Indicateur 1_iv**).

La part de population qui considère que les projets de paix (de stabilisation) apportent une contribution importante à la stabilisation de sa région reste faible au Sud-Kivu (Ruzizi et Kalehe), ainsi que dans la ZP du Sud-Irumu (Province d'Ituri) : moins d'une personne sur 10 considère que ces projets jouent un "bon" ou "très bon" rôle dans la gestion des problèmes les plus importants de leur région, malgré le fait que celle de Kalehe est une des deux ZP (avec Mambasa) où des projets financés par le PBF (Fonds pour la Construction de la Paix) jusqu'au début de l'année 2016 (**Indicateur 1.1_iii**).

¹³ Note: La différence entre hommes et femmes est cependant inférieure à la marge d'erreur des enquêtes de +/- 5%.

¹⁴ Soit dans une période d'un an à partir de juin 2017

À Mambasa et à Kitshanga, le soutien pour les projets de stabilisation est un petit peu plus robuste : des parts égales d’hommes et de femmes (de 1 à 2 personnes sur 10) jugent les projets de paix “bons” ou “très bons” dans la gestion des problèmes de leur zone. À Kitshanga, ce taux est encore légèrement plus élevé : environ 2 personnes sur 10).

Dans le cas de Kitshanga, il faut cependant noter que le soutien pour les projets de paix concerne presque exclusivement les femmes au cours du premier semestre 2017. En juin 2017, de 3 à 4 femmes sur 10 considéraient que les projets de paix géraient “bien” ou “très bien” les problèmes pertinents. Parmi les hommes de Kitshanga, ce soutien est pratiquement inexistant¹⁵ (**Indicateur 1.1_iii**).

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 1

Les partenaires de mise en oeuvre dans la ZP de Kitshanga (et en particulier International Alert, qui dirige un consortium ayant pour tâche de promouvoir le dialogue démocratique) doivent examiner les raisons derrière les différences marquées en matière de soutien aux projets de paix parmi les hommes et les femmes. Les données de suivi disponibles indiquent que le soutien parmi les hommes a chuté au cours des six mois précédant les enquêtes. Ce développement exige un approfondissement immédiat de la part des partenaires des projets.

Opportunités pour le suivi et l’apprentissage ultérieurs – Pilier 1

Il pourrait être intéressant d’analyser les tendances et les facteurs déterminant les “perceptions de paix” dans les futurs rapports, sur la base des besoins des partenaires de l’ISSSS. Outre les différences de perceptions entre hommes et femmes, d’autres facteurs susceptibles de contribuer - et dont l’étude pourrait être approfondie - comprennent les liens entre la performance de l’État dans différents domaines, la simple présence des FARDC, les relations entre FARDC et communautés, les perceptions sur la corruption, etc.

2.2 Pilier 2 – Performance des FARDC en matière de Protection des Civils

Les données de suivi liées à la sécurité et au rôle des FARDC en matière de protection des civils (PdC) suggèrent que les relations entre les communautés et l’Armée sont complexes et ne peuvent pas être classées facilement sur une échelle de “bonnes” à “mauvaises”. Au contraire, les scénarios sont relativement variés d’une ZP à l’autre : la population d’une ZP (ex. au Sud-Irumu) peut reconnaître que les FARDC l’aident à améliorer la sécurité personnelle, tout en déclarant que ces services ont parfois un prix sous la forme de paiements de *lala salama*. Dans une autre ZP (ex. autour de Kitshanga), les habitants peuvent s’avérer moins touchés par la corruption parmi les FARDC, et éprouver moins de pression pour payer des contributions sécuritaires, tout en étant moins susceptibles de voir les FARDC apporter une contribution significative à leur sécurité personnelle. D’autres zones encore peuvent présenter d’autres combinaisons de facteurs.

¹⁵ En juin 2017, environ 8 hommes sur 10 à Kitshanga considéraient que les projets de paix dans la zone apportaient au mieux une “faible” contribution à la gestion de problèmes pertinents de leur zone, pour à peine 4 femmes sur 10 (**Indicateur 1.1_iii**).

Sud-Irumu – une contribution plus importante à la sécurité de la part des FARDC, à un certain prix

La situation sécuritaire au Sud-Irumu est relativement volatile, et caractérisée entre autre par un nombre élevé de cas rapportés de violations des droits de l'homme (VDH) commises par des groupes armés. Le BCNUDH a enregistré 244 VDH de janvier à juin 2017 dans cette zone, résultat uniquement dépassé par Kitshanga, où il rapporte 385 cas de violations (voir **Indicateur 2_i (a)** (BCNUDH)).

Dans cette situation instable, une part relativement importante de la population¹⁶ considère que les FARDC apportent une contribution à sa sécurité personnelle. Une majorité de résidents du Sud-Irumu (6 personnes sur 10) font confiance à l'Armée¹⁷ en tant que garant de la sécurité dans leurs communautés (**Indicateur 2_iii**). 2 personnes sur 10 estiment la contribution des FARDC à leur sécurité "grande" ou "très grande" (**Indicateur 2_iii (a)**). À peu près la même proportion de la population déclare avoir été personnellement aidée par les FARDC au cours de l'année précédant les enquêtes en juin 2017 (**Indicateur 2_ii (a)**), ce qui représente les valeurs les plus élevées pour ces deux indicateurs à travers les cinq zones prioritaires actives.

Les données du Sud-Irumu suggèrent également que les effets négatifs dûs à la présence des FARDC dans la zone en ce qui concerne la sécurité de la population civile sont relativement plus limités que dans la plupart des autres ZP. Le Sud-Irumu a le deuxième nombre le plus faible de cas rapportés de VDH perpétrés par les FARDC¹⁸ (**Indicateur 2_i (b)** (BCNUDH)). Cette ZP compte aussi la plus petite part de population qui croit que les soldats des FARDC peuvent commettre des crimes en toute impunité (**Indicateur 2.2.2_iii**)¹⁹.

Le revers de la médaille est que la ZP du Sud-Irumu est aussi celle où la part la plus grande de la population déclare avoir payé une forme de contribution sécuritaire (*lala salama*) aux FARDC au cours des six mois précédant les enquêtes (**Indicateur 2.1_iii**) : près du quart de la population, contre moins d'une personne sur dix dans les quatre autres ZP. Cette pression pour payer des contributions sécuritaires pourrait en partie expliquer le fait que la ZP du Sud-Irumu enregistre le plus haut taux de personnes déclarant avoir été victimes de mauvaises conduites de la part de membres des FARDC²⁰ (**Indicateur 2_ii**).²¹

¹⁶ En comparaison avec les autres ZP

¹⁷ Note : les termes "Armée" et "FARDC" sont utilisés de manière interchangeable dans ce rapport.

¹⁸ C'est-à-dire 12 cas de violations rapportés au cours des six premiers mois de 2017

¹⁹ Il faut signaler, cependant, que des portions particulièrement importantes de la population du Sud-Irumu ont indiqué soit ne pas savoir comment répondre aux questions correspondantes dans l'enquête (plus de 3 personnes sur 10), soit ne pas vouloir y répondre (de 1 à 2 personnes sur 20).

²⁰ De 1 à 2 personnes sur 10 au Sud-Irumu déclarent avoir été victimes de mauvaises conduites de la part des FARDC au cours du premier semestre 2017, contre moins d'1 personne sur 10 à travers les autres zones prioritaires.

²¹ Cette question devrait être étudiée plus en profondeur dans les prochains rapports, ainsi que dans les éditions à venir de l'"Actualité de la Stabilisation".

Zone autour de Kitshanga – une majeure redevabilité des FARDC, mais avec une plus faible contribution [perçue] à la sécurité des civils

Similairement à la ZP du Sud-Irumu, celle de Kitshanga enregistre également un nombre élevé de cas VDH commises par des groupes armés contre les civils²². Au cours du premier semestre 2017, le BCNUDH a enregistré 385 VDH commises contre un total de 679 victimes (**Indicateur 2_i (a)** (BCNUDH)).

Néanmoins, à Kitshanga, les données de suivi semblent ébaucher une image différente de celle observée au Sud-Irumu en ce qui concerne les relations entre les FARDC et la population, dans des conditions sécuritaires volatiles. D'une part, la population est globalement plus positive au sujet de la conduite correcte des soldats des FARDC, et de la possibilité de porter plainte en cas de mauvaises conduites et que les responsables soient jugés : une part plus importante de la population à Kitshanga croit que des efforts de redevabilité pour les crimes commis par des soldats sont en cours au sein des FARDC (4 personnes sur 10, pour environ 3 sur 10 dans les autres zones prioritaires (**Indicateur 2.2.2_ii**)).

La part de la population déclarant avoir payé des contributions sécuritaires aux FARDC au cours des six derniers mois est aussi sensiblement plus réduite à Kitshanga qu'au Sud-Irumu. Moins d'1 personne sur 10 a payé des "*la salama*" aux FARDC au cours des six derniers mois, contre près du quart de la population au Sud-Irumu. Similairement, une part plus réduite de la population à Kitshanga rapporte avoir été victime de mauvaises conduites de la part des soldats des FARDC au cours de l'année précédant l'enquête de juin 2017 : 1 personne sur 10 à Kitshanga pour de 1 à 2 personnes sur 10 au Sud-Irumu (**Indicateur 2_ii**).

D'un autre côté, cependant, le taux de personnes à Kitshanga considérant que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité est considérablement plus faible qu'au Sud-Irumu : moins d'1 personne sur 10 à Kitshanga, contre de 2 à 3 personnes sur 10 au Sud-Irumu (**Indicateur 2_iii (a)**).

La présence d'autres facteurs venant affecter les relations entre FARDC et communautés dans d'autres ZP, par exemple à Kalehe

Les données des autres zones prioritaires ne font qu'ajouter à l'apparente complexité des relations FARDC-communautés, et soulèvent des questions qui devraient être étudiées dans les futurs rapports. Par exemple, la ZP de Kalehe enregistre une quantité inférieure de violations des droits de l'homme commises par les FARDC. Au cours du premier semestre 2017, le BCNUDH rapporte 3 cas de VDH commises par l'Armée, ce qui est le résultat le plus bas à travers les 5 ZP actives (voir la section 3). Kalehe est également parmi les ZP avec les plus faibles portions de la population déclarant avoir été victimes de mauvaises conduites de la part des FARDC (**Indicateur 2_ii**)²³. Malgré cela, Kalehe est de loin la zone où le plus de personnes - près de 8 personnes sur 10 - estiment que les soldats des FARDC restent impunis pour

²² Sud-Irumu et Kitshanga sont les deux ZP de l'ISSSS, parmi les cinq actives, qui comptent le plus d'attaques (rapportées) par les groupes armés.

²³ Kalehe enregistre le taux le plus faible (à peine 1%) de personnes rapportant à travers les enquêtes de perception menées par HHI avoir été victimes de mauvaises conduites de la part des FARDC. À Kitshanga, Mambasa et Ruzizi, c'est le cas pour de 3 à 4% des personnes interrogées. Au Sud-Irumu, ce taux atteint les 14% de la population. Il faut noter ici que la différence observée pour cet indicateur entre d'une part Kalehe et d'autre part Kitshanga, Mambasa et Ruzizi est inférieure à la marge d'erreur de +/- 5% des enquêtes de HHI.

tout crime qu'ils commettent (**Indicateur 2.2.2_iii**). À travers les autres zones, c'est le cas pour seulement 2 à 3 personnes sur 10, ce qui soulève la question de savoir si d'autres facteurs (à part la conduite des FARDC elle-même) contribuent à l'érosion de la confiance de la population en sa capacité de tenir les soldats des FARDC pour responsables de tout crime qu'ils commettent. Les partenaires de l'ISSSS travaillant dans le domaine de la sécurité à Kalehe peuvent considérer utile d'examiner cette question de plus près.

Le genre comme facteur déterminant dans les relations FARDC-communautés

La complexité apparente de la sécurité personnelle et des relations entre FARDC et communautés s'étend à la divergence observée à ce sujet entre les hommes et les femmes. Dans toutes les zones prioritaires de l'ISSSS, les données du BCNUDH suggèrent que les hommes sont affectés de manière disproportionnée par les VDH commises par des agents de l'État, y compris les FARDC. Au cours du premier semestre 2017 et à travers les 5 ZP, on compte 326 hommes victimes de VDH par des agents de l'État, soit plus de 20 fois le nombre de victimes féminines²⁴. Parmi ces 326 hommes, 253 (soit près de 8 sur 10) ont été victimes des FARDC, pour 11 femmes seulement. Au Sud-Irumu, à Kitshanga et à Mambasa, pour la même période, les hommes étaient de 10 à 100 fois plus susceptibles que les femmes d'être victimes de VDH de la part des FARDC²⁵.

En ce qui concerne Mambasa, l'écart entre le nombre de VDH affectant les hommes et les femmes se traduit par des perceptions aussi divergentes entre ces deux groupes au sujet de leurs relations avec les FARDC. Les hommes de Mambasa sont sensiblement plus susceptibles que les femmes de ne pas se sentir en sécurité lors de rencontres avec des patrouilles des FARDC, ont moins confiance en l'Armée en tant que garant de leur sécurité, sont moins susceptibles de croire que des efforts sont réalisés au sein des FARDC en matière de redevabilité, et estiment plus fréquemment que les responsables de crimes parmi les FARDC jouissent d'impunité (voir l'Annexe II pour le rapport spécifique à la ZP de Mambasa). Dans le cas de Mambasa, les données des enquêtes de perception soutiennent donc la conclusion selon laquelle les hommes semblent avoir des relations plus précaires que les femmes avec les FARDC.

Dans les autres ZP, ce n'est pas nécessairement le cas. À Kitshanga, par exemple, les hommes sont à peu près 10 fois plus susceptibles d'avoir subi une violation de leurs droits fondamentaux aux mains des FARDC au cours du premier semestre 2017²⁶. Cet écart semble se reproduire dans certaines données de perception liées aux relations FARDC-civils, mais pas dans toutes : les hommes sont effectivement moins susceptibles que les femmes de se sentir en sécurité lors de rencontres avec des patrouilles des FARDC, comme à Mambasa (**Indicateur 2.2**) mais, en même temps, ils déclarent 10 fois plus souvent avoir été aidés par les FARDC au cours de l'année écoulée (**Indicateur 2_ii (a)**), sont plus susceptibles de juger que les victimes d'infractions de la part des FARDC ont la possibilité de porter plainte (**Indicateur 2.2.2_i**), et sont deux fois plus susceptibles de considérer que des efforts de redevabilité sont en cours au sein des FARDC (**Indicateur 2.2.2_ii**).

²⁴ 176 femmes ont rapporté avoir été victimes de VDH au cours de la même période.

²⁵ Globalement, les groupes armés sont responsables de plus de trois fois plus de VDH que les acteurs étatiques dans leur ensemble, et de plus de 5 fois plus de VDH que les FARDC.

²⁶ Le BCNUDH a enregistré 8 victimes féminines au cours de cette période, pour 103 victimes masculines et 4 victimes mineures.

Il existe différentes explications possibles pour ces résultats en apparence contradictoires dans les relations FARDC-civils pour les hommes et les femmes à Kitshanga. Par exemple, les hommes sont 5 fois plus susceptibles d'avoir été victimes de VDH commises par des membres de groupes armés au cours du premier semestre 2017 (voir Tableau 3, **Indicateur 2_i (a)** [BCNUDH])²⁷. Cela pourrait suggérer que globalement les hommes se trouvent plus fréquemment dans des situations qui déclenchent une réaction de la part des FARDC. Les survivants de ces épisodes indiqueront avoir été aidés par les FARDC (en accord avec l'**Indicateur 2_ii (a)** ci-dessus), alors que de manière générale les hommes restent touchés de manière disproportionnée par les infractions commises par les FARDC elles-mêmes.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 2

- 1) Les données disponibles indiquent des différences significatives dans les relations entre FARDC et communautés d'une ZP à l'autre. Cependant, on ne peut pas discerner à ce stade de tendances ou de mécanismes clairs dans la manière dont les différentes dynamiques influencent les perceptions. Il est donc important que les partenaires de projets et les bailleurs considèrent la situation spécifique à leur zone d'intervention au moment de concevoir et cibler leurs activités et qu'ils adaptent ce qu'ils font et comment ils le font aux circonstances particulières de chaque zone prioritaire.
- 2) Il peut être utile d'analyser si les projets en cours et les interventions actuellement en attente de financement pour le Pilier 2 prennent suffisamment compte et répondent de manière appropriée à la forte dimension liée au genre mise en évidence par les données du Pilier 2. Les données de suivi disponibles suggèrent que, du moins dans certaines zones, les hommes sont beaucoup plus fréquemment exposés à une menace de la part des FARDC que les femmes, et que cela affecte dans certains cas leur perception des FARDC.

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 2

L'UAS devrait s'allier aux partenaires de projets et aux bailleurs pour analyser et confirmer les conclusions liées au genre dans les relations FARDC-civils. Il est important de mieux comprendre si, pourquoi et dans quelles conditions les hommes, les femmes et les mineurs sont plus affectés par la violence et d'autres infractions perpétrées par les FARDC. Une meilleure compréhension à cet égard permettra vraisemblablement de tirer des leçons utiles pour la programmation future.

²⁷ Au cours du premier semestre 2017, 527 hommes à Kitshanga ont été enregistrés comme victimes de VDH de la part de groupes armés, pour seulement 95 femmes.

2.3 Pilier 3 – Restauration de l’Autorité de l’État

La situation en ce qui concerne le Pilier 3 et la restauration de l’autorité de l’État varie considérablement d’une zone prioritaire à l’autre.

Dans les deux ZP de la province d’Ituri, par exemple, les attitudes envers l’État et sa performance (aux différents niveaux administratifs) sont sensiblement plus positives que dans les autres ZP actives : à Mambasa, de 3 à 4 personnes sur 10 considèrent la performance du Gouvernement central “bonne” ou “très bonne”. Au Sud-Irumbu, la part de population déclarant des attitudes aussi positives est de 1 à 2 personnes sur 10. Des les deux zones, ces chiffres s’appliquent aux aires thématiques de la sécurité et des questions socio-économiques. Les perceptions positives sur la performance du Gouvernement dans ces deux zones ne sont pas limitées aux niveaux provincial et territorial (**Indicateur 3_i [Gouv. central]**).

Cela contraste avec la situation dans les autres ZP : à Kitshanga (NK), Kalehe et Ruzizi (SK), les attitudes envers le rôle du Gouvernement central en termes de facilitation du bien-être socio-économique sont sensiblement plus négatives qu’à Mambasa et au Sud-Irumbu. Moins d’1 personne sur 10 considère la performance du Gouvernement central “bonne” ou “très bonne” dans ces aires thématiques. Pour ce qui est de la sûreté et de la sécurité, la part de la population jugeant “bonne” ou “très bonne” la performance du Gouvernement est légèrement plus grande, mais toujours en moyenne autour d’1 personne sur 10 ou moins (**Indicateur 3_i [Gouv. central]**).

Dans toutes les zones prioritaires, le rôle du Gouvernement dans la lutte contre les violences sexuelles est le domaine évalué positivement par la plus grande portion de la population²⁸ : à travers toutes les ZP, entre 2 personnes sur 10 (à Kalehe) et 4 personnes sur 10 (à Mambasa) jugent “bonne” ou “très bonne” la performance du Gouvernement central dans ce domaine (**Indicateur 3_i [Gouv. central]**).

Des perceptions positives sur la performance du Gouvernement ne sont pas nécessairement accompagnées de taux plus faibles en matière de corruption. À Mambasa, par exemple, environ la moitié de la population considère la police et les agents du système judiciaire corrompus, malgré le fait que cette même population enregistre les perceptions les plus positives sur la performance du Gouvernement à travers les cinq ZP actives (**Indicateur 3.1.1 [justice]**). Cela suggère que la corruption dans les systèmes de gouvernance les plus performants n’est pas nécessairement moins répandue que dans les ZP rapportant des systèmes moins performants²⁹.

Globalement, les perceptions des hommes et des femmes sur la performance du Gouvernement ne sont pas sensiblement différentes, sauf dans les cas de Kitshanga (NK) et de Mambasa (IT). Dans ces deux ZP, les hommes ont une perception considérablement plus négative et critique que les femmes en matière de performance de l’État aux niveaux national, provincial et territorial. À Mambasa, cela vaut pour les questions sécuritaires et socio-économiques ; à Kitshanga, le scepticisme le plus aigu concerne les questions de sûreté et de sécurité (**Indicateur 3_i [Gouv. central ; provincial ; territorial]**).

Dans d’autres ZP, les différences de perception entre hommes et femmes sont plus spécifiquement liées à des questions particulières. Au Sud-Irumbu, par exemple, 6 femmes sur 10 rapportent que la police ne

²⁸ Parmi les domaines de responsabilité suivants : lutte contre la corruption, lutte contre les violences sexuelles, création d’emploi, garantie de la sécurité, établissement de la paix en RDC, amélioration des conditions de vie des Congolais, réduction de la pauvreté, unification des différents groupes ethniques.

²⁹ Les facteurs qui déterminent la corruption pourraient être un sujet d’analyse plus approfondie dans les futurs rapports.

travaille sur un “cas”³⁰ qu’après le paiement d’une contribution, contre 4 hommes sur 10. Cependant, les hommes sont plus susceptibles de considérer que les officiers de police jouissent d’impunité pour les crimes qu’ils commettent (**Indicateur 3.1.1_i [police]**). À Kalehe, les femmes ont une confiance globalement plus forte envers le système judiciaire mais, en ce qui concerne la plupart des autres questions liées au Pilier 3, elles partagent les opinions des hommes (**Indicateur 3.1.1_i [justice]**).

Opportunités pour le suivi et l’apprentissage ultérieurs – Pilier 3

Dans le contexte des données de ce rapport, il est important de mieux comprendre quels facteurs influencent les attitudes de la population locale envers le Gouvernement à ses différents niveaux administratifs. Plusieurs tendances apparentes dans ces données offrent autant de possibles domaines à analyser plus en détail.

Premièrement, la population des deux ZP dans la province d’Ituri (Mambasa et Sud-Irumu) sont en moyenne plus susceptibles d’avoir une opinion positive sur le Gouvernement que celle de toute autre ZP. **Deuxièmement**, un lien semble exister entre le genre des personnes interrogées et les perceptions rapportées envers l’État à Kitshanga et à Mambasa, mais nulle part ailleurs. **Troisièmement**, les attitudes envers la performance du Gouvernement sont plus positives à Mambasa que dans les autres ZP, malgré le fait que la corruption semble aussi présente que dans toutes les ZP sauf une³¹.

L’UAS et les partenaires des projets dans ces deux zones devraient discuter et analyser des tendances de plus près, afin de comprendre comment et pourquoi elles apparaissent : si les hommes et les femmes font face à des pressions et des menaces similaires entre elles et/ou par rapport à d’autres ZP ; si le Sud-Irumu présente un contexte particulier qui influence la performance du Gouvernement et la perception de celle-ci ; et quel sont les liens et les influences de la corruption par rapport aux perceptions de la population quant au rôle de son Gouvernement.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 3

Comme c’était le cas pour le Pilier 2, les scénarios dans lesquels s’inscrivent les interventions des projets de l’ISSSS varient d’une zone prioritaire à l’autre. Les projets devraient donc être prêts à affronter les défis liés à l’amélioration de la performance de l’État spécifiques à chaque zone, et éventuellement spécifiques aux genres. Après une analyse plus approfondie des facteurs déterminant un plus haut niveau de performance de l’État (voir ci-dessus), l’UAS, les bailleurs et les partenaires des projets devraient réévaluer les approches des projets en cours sous le Pilier 3 en vue de déterminer si c’est suffisamment le cas.

³⁰ Le questionnaire associé aux enquêtes de perception ne précise pas les types de cas auxquels il fait référence.

³¹ L’exception est Kalehe, où la part de la population rapportant la corruption de la police et du système judiciaire est plus importante que dans les autres ZP.

2.4 Pilier 4 – Résilience Socio-économique au conflit

Même si les données de suivi actuellement disponibles montrent que les conditions socio-économiques varient d'une ZP à l'autre, il n'est pas encore possible de clairement identifier des schémas, des tendances, ou des différences systématiques en matière de résilience socio-économique au conflit sur la base de ces données uniquement.

Dans 3 des 5 zones prioritaires, au moins la moitié des ménages gagne moins de 15 \$US par mois (**Indicateur 4_i** sur le revenu médian par ménage). Dans les 2 ZP situées au Sud-Kivu, le revenu médian par ménage est légèrement plus élevé, avec le 50ème centile de ménages gagnant entre 31 et 45 \$US à Kalehe, et entre 46 et 60 \$US à Ruzizi. De 6 à 8 ménages sur 10 environ à travers les ZP dépendent principalement d'opportunités traditionnelles de revenu, comme l'agriculture, la pêche ou l'élevage (**Indicateur 4_ii**).

L'accès aux biens productifs³² et aux ressources reste faible. Moins de 2 personnes sur 10 à Mambasa (IT), Kalehe (SK) et Ruzizi (SK), et légèrement plus de 2 personnes sur 10 à Kitshanga (NK) et au Sud-Irumu (IT) ont un "bon" ou "très bon" accès aux marchés (**Indicateur 4.2.1_iv**). L'accès moyen à la terre est similairement restreint parmi la population des 5 ZP, avec cependant une exception notable : à Mambasa, plus de la moitié de la population considère son accès à la terre "bon" ou "très bon"³³ (**Indicateur 4.2.2_ii**).

L'accès au crédit est faible dans toutes les zones prioritaires. À Mambasa, Kalehe et Ruzizi, 1 personne sur 10 seulement a accès au crédit quand elle en a besoin. Cette valeur est uniquement légèrement plus élevée à Kitshanga et au Sud-Irumu, qui comptent environ 2 personnes sur 10 rapportant avoir accès à un prêt quand elles en ont besoin (**Indicateur 4.2.3_i**). Les taux sont aussi faibles en ce qui concerne l'accès à un travail rémunéré. En moyenne, moins d'une personnes sur 10 à Kitshanga, Mambasa et Kalehe a eu accès à un travail rémunéré au cours des trois mois précédant l'enquête de juin 2017³⁴. Cette valeur est marginalement plus élevée au Sud-Irumu et à Ruzizi, avec de 1 à 2 personnes sur 10 rapportant avoir eu une activité rétribuée entre avril et juin 2017 (**Indicateur 4.2.5_i**).

Les opportunités socio-économiques varient entre les hommes et les femmes dans les zones prioritaires, mais ni de manière uniforme, ni dans la même mesure. Par exemple, si à Kitshanga les femmes rapportent plus fréquemment que les hommes avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre (4 femmes sur 10 pour 1 seul homme sur 10), cette situation est inversée à Mambasa et au Sud-Irumu³⁵. À Mambasa, l'accès au crédit est près de 10 fois plus disponible pour les femmes que pour les hommes. Au Sud-Irumu, par contre, les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'avoir accès à un prêt si nécessaire (**Indicateur 4.2.3_i**), et d'avoir eu une activité rémunérée aux cours du deuxième trimestre 2017 (**Indicateur 4.2.5_i**).

Les contacts entre membre de différents groupes ethniques sont communs pour la majorité de la population des cinq zones prioritaires actives au cours du premier semestre 2017. Les hommes tendent à être plus ouverts que les femmes aux contacts à travers les divisions ethniques à Kitshanga et à Mambasa,

³² Un bien productif est une propriété qui donne des dividendes et un revenu au propriétaire.

³³ À Mambasa, 45 % des femmes et 58 % d'hommes indiquent avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre.

³⁴ La collecte de données relative au présent rapport.

³⁵ À Mambasa, environ 6 hommes sur 10 rapportent un "bon" ou "très bon" accès à la terre, contre moins de 5 femmes sur 10. Au Sud-Irumu, de 4 à 5 hommes sur 10 considèrent leur accès à la terre "bon" ou "très bon", mais cela ne vaut que pour un quart des femmes (**Indicateur 4.2.2_ii**).

tandis qu'au Sud-Irumu et à Kalehe davantage de femmes que d'hommes rapportent des contacts fréquents ou du moins occasionnels avec des membres des autres groupes ethniques (**Indicateur 4.3_i**).

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 4

Les données sur les conditions socio-économiques ne sont pas suffisantes à elles seules pour évaluer la résilience socio-économique au conflit au sein de zones géographiques particulières ou de groupes socio-économiques spécifiques. La résilience au conflit est liée aux opportunités de revenu et les relations sociales sont probablement influencées par d'autres facteurs qui peuvent ne pas encore être entièrement couverts par les indicateurs macro de l'ISSSS. L'UAS, le ST de l'ISSSS, les bailleurs et les partenaires des projets devraient donc tirer parti de la présence de projets dans les zones prioritaires pour collecter les informations nécessaires à une meilleure compréhension de comment les conditions socio-économiques ainsi que les relations inter- et intracommunautaires affectent les dynamiques de conflit dans les différentes ZP.

2.5 Pilier 5 – Prévention des violences sexuelles

D'après les données du BCNUDH, Kitshanga (NK) et le Sud-Irumu (IT) sont les deux zones prioritaires les plus affectées par la violence sexuelle au cours du premier semestre 2017. À Kitshanga, 24 femmes et 12 mineurs ont été rapportés comme victimes de violence sexuelle (VS), pour la plupart aux mains des groupes armés, mais également (pour 2 des cas mentionnés) par les FARDC ou d'autres agents de l'État. Au Sud-Irumu, BCNUDH rapporte 31 victimes féminines et 7 victimes mineures parmi les victimes de VS (**Indicateur 5_I**, qui apparaît dans la fiche de données sous l'**Indicateur 2_i (a)**). Ces valeurs sont considérablement plus élevées que dans n'importe quelle autre ZP³⁶.

De 1 à 2 personnes sur 10 à Kitshanga et au Sud-Irumu rapportent connaître une victime/survivant de VS. Dans les trois ZP restantes, cela concerne moins d'1 personne sur 10 (**Indicateur 5_iii**).

La population à Kitshanga est caractérisée par un degré relativement élevé de sensibilisation aux normes sociétales qui peuvent favoriser la VS : 9 personnes sur 10 à Kitshanga déclarent considérer le consentement comme absolument nécessaire avant toute activité sexuelle, ce qui est la valeur la plus élevée parmi les 5 ZP. Moins de 2 personnes sur 10 pensent qu'il est "parfois acceptable" de frapper sa femme (**Indicateur 5.1_i**). Au Sud-Irumu, par contre, environ deux tiers seulement de la population considèrent le consentement comme un prérequis pour les relations sexuelles, enregistrant ainsi le résultat le plus bas pour cet indicateur parmi les 5 ZP. Près d'un tiers des personnes considèrent "parfois acceptable" de frapper son épouse (**Indicateur 5.1_i**).

Les différences dans les attitudes vis-à-vis des VS dans les deux zones s'étendent aussi au traitement des victimes. À Kitshanga, l'acceptation des victimes/survivants est presque universelle : plus de 9 personnes sur 10 accueilleraient une victime/survivant de VS de retour dans leur communauté ou leur ménage,

³⁶ À Mambasa et à Ruzizi, le BCNUDH a enregistré 1 victime de VS dans chaque zone au cours du premier semestre 2017. Toutes les deux étaient mineures. À Kalehe, le BCNUDH rapporte 2 victimes de VS au cours de la même période (1 femme et 1 mineur).

même dans le cas où la victime se trouverait enceinte, blessée ou infectée suite à l'agression³⁷, contre environ 8 personnes sur 10 au Sud-Irumu (**Indicateur 5.1_ii**). À Mambasa, le disponibilité à accueillir le retour d'une victime est plus faible qu'au Sud-Irumu, en particulier au près des hommes : 6 hommes sur 10 seulement indiquent être prêts à le faire.

Globalement, les hommes tendent à être moins sensibilisés sur les valeurs et attitudes envers les femmes qui pourraient favoriser les VS, et en ce qui concerne le traitement et l'acceptation des victimes (en particulier à Mambasa et à Kalehe), mais cette tendance n'est pas sans exceptions. En effet, les femmes à Kitshanga (une des zones comptant un taux élevé de VS) et à Kalehe (une zone qui enregistre moins de cas de VS en comparaison) sont trois fois plus susceptibles que les hommes de considérer les VS comme une question qui est mieux gérée "en famille", c'est-à-dire sans intervention des autorités (**Indicateur 5.1_i**).

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 5

- 1) Les données de suivi suggèrent que la violence sexuelle est particulièrement présente dans deux des cinq zones prioritaires (au Sud-Irumu et à Kitshanga). La question se pose alors quant à la nécessité d'affronter ce problème plus particulièrement et plus urgemment dans ces deux ZP.
- 2) Dans ces deux ZP qui enregistrent un taux élevé de VS, au moins une partie des facteurs associés sont considérablement différents. À Kitshanga, par exemple, des campagnes de sensibilisation menées dans le passé (voir Annexe III sur cette ZP) peuvent avoir augmenté la conscience autour de cette question et des droits et besoins des victimes de VS, mais cela ne se traduit pas par une diminution du nombre de cas rapportés. Au Sud-Irumu, au contraire, le haut taux de VS est accompagné d'une conscience relativement plus faible des facteurs y contribuant, et de la situation précaire dans laquelle les victimes se trouvent. À nouveau, cette différence de contexte devrait se refléter dans la portée et les priorités spécifiques des projets de prévention des VSBG dans les deux zones.

³⁷ Le niveau d'acceptation des victimes/survivants de VS est similairement élevé à Kalehe et à Ruzizi, mais ces deux zones enregistrent tout de même un nombre de VS rapportées nettement plus faible.

3 Conditions et tendances dans différents secteurs des résultats ISSS

Cette section du rapport contient une fiche de données récapitulative pour les indicateurs³⁸ du cadre logique de l'ISSS pour lesquels des données étaient disponibles lors de cette deuxième phase de rapportage.

L'échantillonnage de la population pour les données de perception est fait au niveau de la zone prioritaire, c'est à dire que les données sont statistiquement représentatives de la population de chaque ZP (et non pas spécifiquement/uniquement des bénéficiaires, ou des interviewés).

La fiche contient des données du Bureau Conjoints des Droits de l'Homme (BCNUDH, ou *JHRO* en anglais) qui se réfèrent aux territoires sur lesquels les ZPs s'étendent. Le sexe des victimes mineures n'est pas enregistré dans les données du BCNUDH. Les enfants et les mineurs ne sont donc inclus que dans le «Grand Total» des victimes.

³⁸ La formulation des indicateurs qui mesurent le niveau de confiance des population envers les différents niveaux administratifs a légèrement changé entre l'étude de base (données de juin-décembre 2016) et la période de rapportage courante (janvier-juin 2017). La formulation originaire était « Selon vous, comment est-ce que les élus nationaux représentent les intérêts et opinions de la population ? », alors que la version courante est « Selon vous, comment est-ce que le Gouvernement central représente les intérêts et opinions de la population ? ». La Cellule S&E continue à comparer ces indicateurs, mais cela augmente la marge d'erreur des données.

Tableau 1 : Données de suivi ISSSS pour les 5 ZP, janvier – juin 2017, Piliers 1 et 2

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	06/2017						
		Kitshanga (NK)	Mambasa (IT)	Sud Irumu (IT)	Kalehe (SK)	Ruzizi (SK)		
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles	14%	32%	8%	17%	11%		
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an	13%	12%	12%	39%	6%		
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région	18%	13%	7%	4%	1%		
2_i (a) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.	83	8	91	0	0		
2_i (b) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.	18	0	18	0	0		
2_i (c) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des auteurs inconnus contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.	82	0	82	0	0		
2_i (a) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	84	1	10	1	5
			Autres	14	0	5	0	0
		Intégrité physique	Violence sexuelle	19	0	30	1	0
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	77	1	40	2	5
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)	95	3	36	4	21	
		Propriété	90	1	117	6	20	
		Travail forcé	6	0	6	0	2	
2_i (b) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	16	2	0	0	1
			Autres	3	3	0	0	2
		Intégrité physique	Violence sexuelle	3	1	0	1	1
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	16	4	3	0	2
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)	14	11	5	1	7	
		Propriété	16	5	3	1	3	
		Travail forcé	3	2	1	0	0	
2_i (c) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	5	0	1	0	0
			Autres	3	0	0	0	1
		Intégrité physique	Violence sexuelle	1	0	0	0	0
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	9	3	1	0	2
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)	9	4	3	2	11	
		Propriété	4	7	2	1	1	
		Travail forcé	0	0	0	0	0	
2_ii	% de femmes et d'hommes rapportant avoir été victime d'une mauvaise conduite de FARDC au cours de l'année écoulée	4%	3%	14%	1%	4%		
2_ii (a)	% de femmes et d'hommes qui ont été aidés par les FARDC au cours de l'année écoulée	17%	7%	20%	2%	7%		
2_iii	% de femmes et d'hommes qui ont confiance envers les FARDC pour assurer la sécurité de leur quartier ou village	55%	53%	60%	42%	47%		
2_iii (a)	% de femmes et d'hommes qui pensent que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité	7%	18%	22%	5%	9%		
2.1_iii	% de femmes et d'hommes qui ont payé "lala salama"/ les contributions de sécurité aux FARDC au cours des 6 derniers mois	6%	6%	23%	1%	9%		
2.2	% de femmes et d'hommes se sentant "très en sécurité" ou "en sécurité" lorsqu'ils rencontrent une patrouille de FARDC	35%	32%	39%	46%	41%		
2.2.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont d'acoord que les victimes de crimes de FARDC ont la possibilité de se plaindre	46%	58%	63%	42%	46%		
2.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les efforts de responsabilisation des FARDC sont en cours	40%	29%	30%	34%	26%		
2.2.2_iii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les FARDC sont 'impunis' (pour les	32%	31%	14%	79%	33%		

Tableau 2 : Données de suivi ISSSS pour les 5 ZP, janvier – juin 2017, Pilier 3

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	06/2017				
		Kitshanga (NK)	Mambasa (IT)	S Irumu (IT)	Kalehe (SK)	Ruzizi (SK)
3_i [gouv. central]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global):					
	Combattre la corruption	3%	35%	16%	0%	2%
	Combattre la violence sexuelle	24%	43%	22%	18%	23%
	Créer de l'emploi	1%	32%	18%	1%	2%
	Assurer la sécurité	11%	42%	18%	2%	7%
	Etablir la paix dans l'est de la RDC	13%	40%	19%	3%	10%
	Améliorer la vie des Congolais	4%	30%	16%	1%	2%
	Réduire la pauvreté	2%	34%	16%	2%	3%
Unifier les différents groupes ethniques	15%	38%	20%	12%	10%	
3_j [gouv. provincial]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)					
	Assurer la sécurité	12%	46%	21%	2%	8%
	Améliorer la vie des Congolais	4%	32%	19%	1%	4%
	Préparer les élections démocratiques	10%	42%	21%	1%	3%
Unifier les différents groupes ethniques	21%	47%	23%	16%	16%	
3_i [gouv. territorial]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement territorial / La Mairie comme étant 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)					
	Assurer la sécurité	15%	48%	21%	9%	9%
	Améliorer la vie des Congolais	4%	36%	19%	7%	5%
	Préparer les élections démocratiques	10%	43%	18%	5%	3%
Unifier les différents groupes ethniques	22%	50%	23%	35%	15%	
3.1_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat Congolais (état civil)	13%	20%	20%	12%	17%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de l'Etat Congolais	11%	25%	20%	10%	17%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil national	12%	32%	22%	6%	11%
3.1.1_i [global]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires des agents de l'Etat:					
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services	56%	60%	47%	57%	22%
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière	36%	32%	33%	44%	30%
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans payment d'incitation	19%	30%	30%	24%	17%
Les agents de l'Etat travaillent rapidement sur les cas	32%	30%	35%	30%	12%	
3.1.1_i [justice]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de justice:					
	Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus	56%	54%	37%	89%	54%
	Les décisions des tribunaux sont bien exécutées	14%	28%	17%	10%	6%
	Les décisions des tribunaux sont prises de manière équitable	14%	27%	19%	18%	8%
	La justice est rapide	13%	21%	17%	5%	3%
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable	14%	27%	22%	19%	9%
Les procès sont équitables	13%	27%	16%	19%	7%	
3.1.1_i [police]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la police/PNC					
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police	50%	50%	38%	88%	48%
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)	27%	34%	16%	71%	28%
	La police travaille seulement sur les cas après le payment d'une incitation	73%	61%	51%	88%	69%
La police traite tous les groupes ethniques de la même manière	48%	32%	26%	65%	51%	
3.2_i	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	6%	19%	13%	1%	3%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	6%	20%	11%	2%	3%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	21%	30%	38%	20%	7%
	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	43%	49%	27%	34%	17%
3.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent "très" ou "extrêmement" acceptable de payer les 'taxes officielles' (par exemple, 'les taxes réelles', pas 'les taxes	14%	22%	27%	24%	22%

Tableau 3 : Données de suivi ISSSS pour les 5 ZP, janvier – juin 2017, Piliers 4 et 5

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	06/2017				
		Kitshanga (NK)	Mambasa (IT)	S Irumu (IT)	Kalehe (SK)	Ruzizi (SK)
4_i	Revenu mensuel médian du ménage	< \$15 / mo	< \$15 / mo	< \$15 / mo	\$31 - \$45 / mo	\$46 - \$60 / mo
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)	78%	61%	71%	85%	68%
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés	24%	15%	23%	15%	19%
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	27%	52%	35%	35%	23%
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	16%	11%	22%	8%	9%
4.2.5_i:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine durant les 3 derniers mois	4%	6%	16%	9%	15%
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/cérémonies culturelles avec des membres d'autres groupes	84%	79%	89%	91%	82%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes	89%	82%	91%	94%	87%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	84%	75%	87%	91%	80%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques	85%	82%	84%	82%	81%
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des six derniers mois	2%	2%	7%	0%	1%
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu ("victime") de violence sexuelle	14%	4%	12%	3%	2%
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)	90%	66%	65%	78%	74%
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités	21%	18%	26%	23%	27%
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse	17%	14%	31%	24%	14%
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté	97%	85%	77%	99%	93%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage	97%	81%	78%	99%	89%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence	95%	69%	79%	76%	85%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite de la violence	90%	68%	78%	73%	82%
5.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles	58%	47%	36%	40%	32%
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au services de soin de santé pour les survivants (victimes) de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"	35%	41%	22%	18%	16%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants (victimes) de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	16%	21%	14%	12%	9%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants (victimes) de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	14%	23%	19%	11%	8%

Tableau 4 : Données de suivi ISSSS pour les 5 ZP, janvier – juin 2017 (par genre), Piliers 1 et 2

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	06/2017																	
		Kitshanga (NK)			Mambasa (IT)			Sud Irumu (IT)			Kalehe (SK)			Ruzizi (SK)					
		Femme	Homme	Enfant	Femme	Homme	Enfants	Femme	Homme	Enfants	Femme	Homme	Enfants	Femme	Homme	Enfants			
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles	21%	7%		25%	40%		3%	14%		9%	25%		8%	14%				
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an	19%	8%		8%	16%		8%	17%		65%	13%		6%	6%				
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région	35%	0%		13%	13%		2%	12%		3%	5%		1%	1%				
2_i (a) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaire de l'ISSSS)	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	26	106	14	0	1	0	0	12	1	0	2	0	1	4	0	
			Autres	2	21	1	0	0	0	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0
		Intégrité physique	Violence sexuelle	22	0	10	0	0	0	31	0	7	1	0	0	0	0	0	0
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants	21	135	17	0	1	0	6	52	3	0	2	0	1	10	1	
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)	24	247	14	1	4	0	19	43	7	1	10	2	2	48	0		
Travaux forcés	0	18	1	0	0	0	0	18	4	0	0	0	0	6	0				
2_i (b) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaire de l'ISSSS)	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	3	16	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0		
			Autres	0	7	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	2	0		
		Intégrité physique	Violence sexuelle	2	0	1	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	1		
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants	2	35	1	1	5	0	0	3	0	0	0	1	1	0		
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)	1	42	1	0	54	1	1	20	0	0	1	0	0	7	1		
Travaux forcés	0	3	0	0	41	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0				
2_i (c) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaire de l'ISSSS)	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	1	4	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0			
			Autres	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0		
		Intégrité physique	Violence sexuelle	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants	1	8	0	0	7	0	0	1	0	0	0	0	2	0		
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)	1	9	1	0	4	0	2	9	0	0	11	0	0	13	2		
Travaux forcés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0				
2_ii	% de femmes et d'hommes rapportant avoir été victime d'une mauvaise conduite de FARDC au cours de l'année écoulée	1%	6%		1%	6%		8%	20%		1%	1%		1%	6%				
2_ii (a)	% de femmes et d'hommes qui ont été aidés par les FARDC au cours de l'année écoulée	3%	32%		5%	9%		15%	25%		2%	3%		3%	11%				
2_iii	% de femmes et d'hommes qui ont confiance envers les FARDC pour assurer la sécurité de leur quartier ou village	50%	59%		66%	40%		59%	61%		38%	46%		53%	41%				
2_iii (a)	% de femmes et d'hommes qui pensent que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité	10%	4%		22%	13%		17%	28%		3%	6%		8%	10%				
2.1_iii	% de femmes et d'hommes qui ont payé "lala salama"/ les contributions de sécurité aux FARDC au cours des 6 derniers mois	3%	9%		3%	9%		23%	23%		2%	0%		2%	17%				
2.2	% de femmes et d'hommes se sentant "très en sécurité" ou "en sécurité" lorsqu'ils rencontrent une patrouille de FARDC	42%	29%		50%	15%		27%	50%		44%	49%		26%	56%				
2.2.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les victimes de crimes de FARDC ont la possibilité de se plaindre	37%	55%		65%	51%		67%	60%		65%	20%		48%	44%				
2.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les efforts de responsabilisation des FARDC sont en cours	24%	56%		38%	20%		25%	33%		46%	22%		25%	27%				
2.2.2_iii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les FARDC sont 'inpunis' (pour les crimes)	23%	41%		22%	40%		8%	20%		76%	81%		32%	34%				

Tableau 5 : Données de suivi ISSSS pour les 5 ZP, janvier – juin 2017 (par genre), Pilier 3

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	06/2017														
		Kitshanga (NK)			Mambasa (IT)			Sud Irumu (IT)			Kalehe (SK)			Ruzizi (SK)		
		Femme	Homme	Enfant	Femme	Homme	Enfants	Femme	Homme	Enfants	Femme	Homme	Enfants	Femme	Homme	Enfants
3_i [gouv. central]	% de F et H évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines: (indice global):															
	Combattre la corruption	4%	1%		47%	23%		16%	16%		0%	0%		4%	1%	
	Combattre la violence sexuelle	25%	22%		57%	28%		16%	27%		17%	19%		19%	27%	
	Créer de l'emploi	1%	0%		41%	24%		17%	19%		1%	0%		3%	1%	
	Assurer la sécurité	20%	3%		51%	32%		18%	18%		2%	2%		7%	7%	
	Etablir la paix dans l'est de la RDC	20%	6%		48%	32%		18%	20%		4%	1%		10%	10%	
	Améliorer la vie des Congolais	5%	2%		36%	25%		14%	18%		1%	0%		4%	1%	
	Réduire la pauvreté	2%	1%		41%	27%		16%	17%		3%	0%		5%	2%	
	Unifier les différents groupes ethniques	14%	16%		46%	29%		19%	21%		20%	4%		7%	13%	
3_i [gouv. provincia]	% de F et H évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines suivants (indice global)															
	Assurer la sécurité	22%	2%		57%	35%		17%	24%		3%	0%		8%	8%	
	Améliorer la vie des Congolais	4%	3%		39%	26%		16%	22%		1%	0%		5%	3%	
	Préparer les élections démocratiques	17%	2%		54%	31%		19%	22%		2%	0%		3%	3%	
	Unifier les différents groupes ethniques	20%	22%		54%	40%		18%	28%		22%	10%		15%	17%	
3_i [gouv. territorial]	% de F et H évaluant la performance du gouv. territorial / La Mairie comme étant 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines: (indice global)															
	Assurer la sécurité	27%	2%		61%	35%		17%	24%		6%	11%		8%	11%	
	Améliorer la vie des Congolais	7%	2%		44%	27%		16%	23%		4%	10%		5%	4%	
	Préparer les élections démocratiques	18%	2%		57%	29%		16%	20%		2%	9%		3%	3%	
	Unifier les différents groupes ethniques	22%	22%		55%	44%		19%	28%		40%	29%		12%	19%	
3.1_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat Congolais	21%	4%		25%	15%		19%	20%		9%	15%		18%	16%	
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de l'Etat Congolais	17%	6%		33%	17%		20%	20%		9%	10%		19%	14%	
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil national	19%	5%		37%	27%		20%	24%		6%	6%		10%	12%	
3.1.1_i [global]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des agents de l'Etat:															
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services	47%	66%		78%	42%		41%	54%		71%	43%		12%	31%	
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière	38%	34%		42%	21%		28%	37%		49%	39%		30%	31%	
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans payment d'incitation	18%	21%		40%	21%		28%	33%		36%	12%		16%	19%	
	Les agents de l'Etat travaillent rapidement sur les cas	38%	27%		36%	25%		35%	36%		44%	16%		11%	13%	
3.1.1_i [justice]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de justice:															
	Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus	53%	60%		51%	56%		30%	45%		89%	90%		37%	71%	
	Les décisions des tribunaux sont bien exécutées	22%	5%		44%	12%		12%	22%		20%	0%		7%	4%	
	Les décisions des tribunaux sont prises de manière équitable	21%	6%		40%	14%		18%	20%		34%	2%		9%	8%	
	La justice est rapide	22%	4%		33%	9%		13%	21%		9%	1%		4%	3%	
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable	23%	6%		41%	14%		23%	21%		35%	3%		9%	10%	
	Les procès sont équitables	20%	6%		43%	12%		13%	20%		35%	3%		7%	8%	
3.1.1_i [police]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la PNC															
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police	35%	64%		48%	53%		39%	37%		87%	89%		40%	57%	
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)	15%	38%		20%	48%		8%	23%		70%	73%		24%	31%	
	La police travaille seulement sur les cas après le payment d'une incitation	80%	67%		58%	64%		64%	38%		84%	92%		61%	77%	
	La police traite tous les groupes ethniques de la même manière	43%	54%		38%	27%		30%	21%		67%	64%		47%	56%	
3.2_i	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	9%	3%		26%	11%		24%	30%		1%	1%		4%	2%	
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	9%	3%		29%	11%		15%	12%		3%	0%		4%	2%	
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	30%	11%		31%	30%		13%	10%		20%	20%		5%	9%	
	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	63%	22%		43%	55%		38%	37%		30%	39%		13%	22%	
3.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent "très" ou "extrêmement" acceptable de payer les 'taxes officielles' (par exemple, 'les taxes réelles', pas 'les taxes inventées').	18%	10%		8%	35%		13%	41%		23%	24%		18%	26%	

Tableau 7 : Données de suivi ISSSS pour les 5 ZP, janvier – juin 2017 (par genre), Piliers 4 et 5

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	06/2017														
		Kitshanga (NK)			Mambasa (IT)			Sud Irumu (IT)			Kalehe (SK)			Ruzizi (SK)		
		Femme	Homme	Enfant	Femme	Homme	Enfants	Femme	Homme	Enfants	Femme	Homme	Enfants	Femme	Homme	Enfants
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)	70%	86%		49%	72%		61%	81%		79%	92%		62%	74%	
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés	30%	18%		18%	12%		22%	23%		15%	14%		24%	13%	
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	45%	10%		45%	58%		26%	44%		32%	38%		22%	24%	
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	14%	19%		19%	2%		17%	27%		8%	7%		8%	10%	
4.2.5_i:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine durant les 3 derniers mois	0%	7%		8%	4%		8%	24%		5%	12%		13%	17%	
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/céramonies culturelles avec des membres d'autres groupes ethniques	70%	98%		73%	86%		91%	77%		97%	84%		81%	83%	
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	80%	99%		74%	90%		94%	85%		100%	89%		86%	88%	
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	72%	96%		68%	83%		89%	86%		97%	84%		77%	83%	
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques	73%	98%		76%	89%		96%	86%		97%	68%		80%	82%	
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des six derniers mois	4%	0%		2%	1%		5%	8%		0%	0%		1%	1%	
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu ("victime") de violence sexuelle	13%	14%		2%	6%		11%	13%		6%	1%		1%	3%	
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)				70%	61%		60%	69%		86%	70%		76%	72%	
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités	29%	12%		17%	19%		20%	32%		33%	14%		27%	27%	
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse	16%	18%		7%	20%		17%	45%		18%	29%		9%	19%	
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté	94%	99%		90%	80%		81%	77%		100%	99%		90%	95%	
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage	94%	100%		83%	80%		73%	82%		100%	98%		86%	91%	
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence	92%	99%		81%	58%		77%	78%		97%	54%		83%	86%	
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite de la violence				80%	57%		81%	74%		96%	51%		83%	80%	
5.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles	55%	61%		66%	28%		20%	52%		58%	22%		22%	42%	
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au services de soin de santé pour les survivants ('victimes') de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"	39%	31%		56%	27%		22%	21%		13%	23%		17%	15%	
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	10%	22%		24%	18%		14%	14%		9%	16%		7%	11%	
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	9%	19%		19%	26%		19%	19%		10%	13%		5%	11%	